

La conjoncture économique et sociale dans la région Grand Est et ses territoires vue par les socioprofessionnels du CESER

TABLEAU DE BORD N°10 | 02 AVRIL 2019

« Malgré un commerce extérieur au beau fixe, l'économie du Grand Est marque le pas et l'emploi ne progresse plus »

En Janvier 2019, l'Office européen des statistiques (Eurostat), indiquait que la croissance de la zone euro avait nettement ralenti en 2018, passant de 2,4% en 2017 à 1,8%, avec une stagnation au 4^{ème} trimestre par rapport au 3^{ème} trimestre (+0,2%), confirmant ainsi les signes d'un coup de frein qui se dessinait.

Parallèlement, le FMI abaissait ses prévisions pour la zone euro en 2019, +1,6% contre +1,9% anticipé précédemment. La BCE alertait sur un assombrissement du ciel économique de la zone euro.

Le Grand Est n'échappe pas à ce coup de frein et son économie marque le pas.

Hausse de l'export, baisse de l'import

Avec un record de 64,7 milliards d'exports en 2018, le Grand Est conforte son rang de première région exportatrice française hors Île-de-France, porté par ses secteurs phares: construction automobile, industrie pharmaceutique, sidérurgie... En 2018, les exportations régionales progressent de 3,5% et les importations diminuent de 1,2%, induisant un accroissement du solde commercial, à 6 milliards d'euros au 4^{ème} trimestre 2018 (niveau de 2007).

Un redressement encore faible des exportations agricoles et agro-alimentaires

Après des années 2016 et 2017 impactées négativement par la conjonction des conditions climatiques et de marché, les exportations agricoles et agro-alimentaires régionales se redressent quoique faiblement (+1,8% sur un an). Toutefois, la filière réalise 8,8 milliards d'euros d'exportation, et continue de dégager le plus important solde commercial sectoriel de la région avec 5 milliards d'euros (soit 85% de la balance commerciale du Grand Est).

Une évolution du modèle économique

Malgré une baisse importante des carnets de commandes depuis août 2018, les stocks restent stables. La perception du niveau des carnets de commandes traduit une volonté de maîtriser la répercussion de la demande. L'ajustement des capacités de production (en progression depuis 4 mois) fait tampon, absorbant la variation des carnets de commandes.

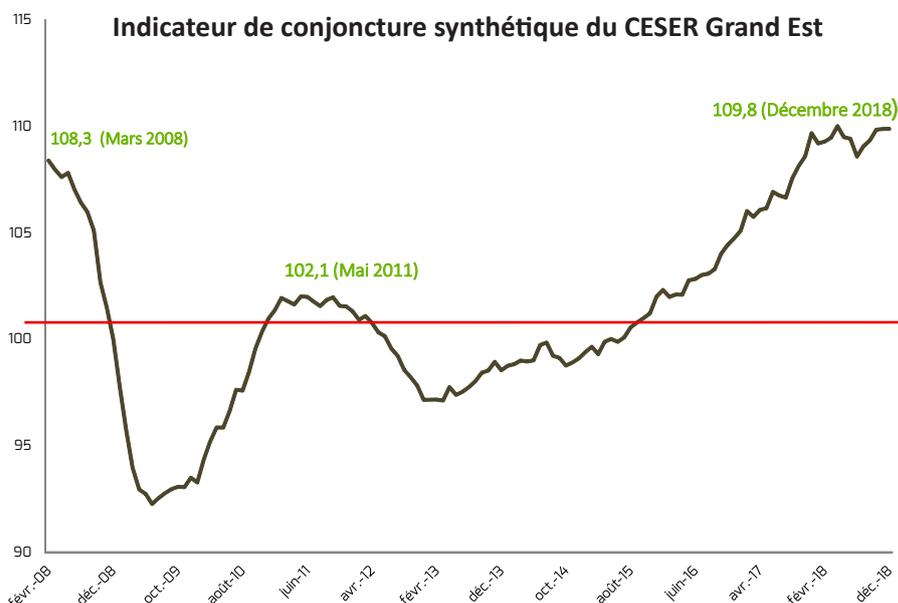
Plus de créations mais aussi plus de défaillances d'entreprises

37 852 entreprises ont été créées en 2018 au sein du Grand Est (+14,7% sur un an) qui reste cependant en retrait par rapport à son poids économique (seulement 5,4% des créations nationales). Il s'agit surtout de micro-entreprises (+20,7%) et d'entreprises individuelles (+9,2%). Le nombre de sociétés créées, par

nature plus pérennes, reste stable. En parallèle, avec 4 088 défaillances en 2018, le nombre de redressements ou de liquidations judiciaires est, depuis Juillet 2018, en augmentation pour la première fois depuis 3 ans. Le secteur de l'industrie souffre le plus de ces défaillances.

Baisse du nombre de demandeurs d'emploi dans toutes les catégories

Au 4^{ème} trimestre 2018, 456 800 personnes sont inscrites à Pôle Emploi dans le Grand Est (catégories A, B, C), 10 000 de moins qu'il y a un an. La baisse profite surtout aux catégories A (- 8500) et aux jeunes (-3,5%). Si le taux de chômage recule dans l'ensemble des territoires frontaliers depuis 2 ans, le Grand Est, avec 8,7%, affiche désormais le taux de chômage le plus élevé, 2 points au-dessus de celui de l'Union Européenne, malgré ses 185 000 travailleurs frontaliers.



L'indicateur de conjoncture synthétique calculé par le CESER se base sur trois indicateurs : niveau des exportations, emploi intérimaire et évolution du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans. Ces données sont compilées dans un indicateur composite, dont l'écart à la moyenne est mesuré et représenté dans le graphique ci-dessus.

1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

1 - COMMERCE EXTERIEUR

2 - CARNETS DE COMMANDE ET STOCKS DANS L'INDUSTRIE

3 - UTILISATION DES CAPACITES DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE

4 - EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES

5 - NUITÉES EN HÔTELLERIE

6 - CONSTRUCTION DE LOGEMENTS NEUFS

7 - CONSTRUCTION DE LOCAUX

8 - CREATIONS D'ENTREPRISES

9 - DEFAILLANCES D'ENTREPRISES

2. EMPLOI

10 - EMPLOI SALARIE DU SECTEUR PRIVE

11 - EMPLOI SALARIE PRIVE PAR SECTEUR D'ACTIVITE

12 - TRAVAIL INTERIMAIRE

3. CHÔMAGE - PRÉCARITÉ

13 - DEMANDEURS D'EMPLOI (CATÉGORIES A, B ET C)

14 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE MOINS DE 25 ANS

15 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE PLUS DE 50 ANS

16 - DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS DEPUIS PLUS D'UN AN

17 - DURÉE MOYENNE D'INSCRIPTION À PÔLE EMPLOI

18 - TAUX DE CHÔMAGE

19 - REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE (RSA)

4. ENVIRONNEMENT TRANSFRONTALIER

20 - TAUX DE CHÔMAGE TRANSFRONTALIER

21 - FRONTALIERS DE LA REGION GRAND EST

1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

64,7 milliards d'euros
d'exportations en 2018

25 400
constructions de logements neufs
sur un an

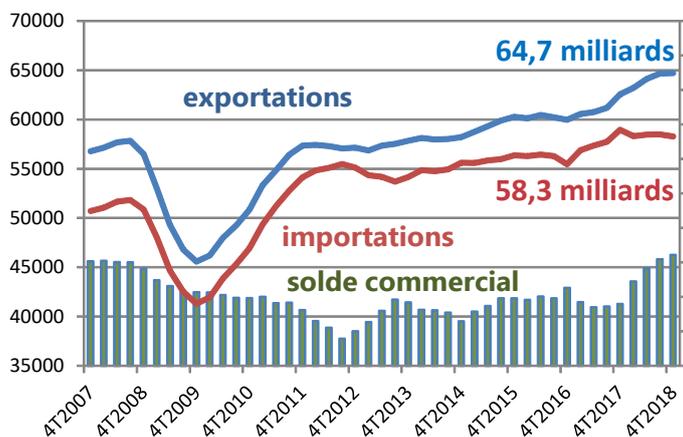
77,3 %
taux d'utilisation des capacités de production

37 852
créations d'entreprises sur un an

1 - COMMERCE EXTÉRIEUR - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2018

SOURCE : DOUANES // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN EUROS COURANTS

Le commerce extérieur toujours au beau fixe. Avec un record de 64,7 milliards d'exports en 2018, le Grand Est conforte son rang de première région exportatrice française hors Île-de-France, porté par ses secteurs phares : la construction automobile augmente de 16% sur un trimestre, la sidérurgie de 7% et l'industrie pharmaceutique de 10%, seule l'industrie chimique s'affiche à la baisse. Les ventes en direction de la Belgique, des Etats-Unis et du Royaume-Uni sont en hausse, à l'inverse, celles vers l'Italie et l'Espagne se rétractent. En 2018, les exportations régionales auront progressé de 3,5%, malgré un recul en Moselle et en Haute-Marne. Dans le même temps, les importations auront diminué de 1,2%, induisant l'accroissement du solde commercial, qui atteint 6 milliards d'euros au 4^{ème} trimestre 2018, (niveau de 2007). Seule la région Occitanie fait mieux, avec une balance commerciale positive de près de 10 milliards d'euros.

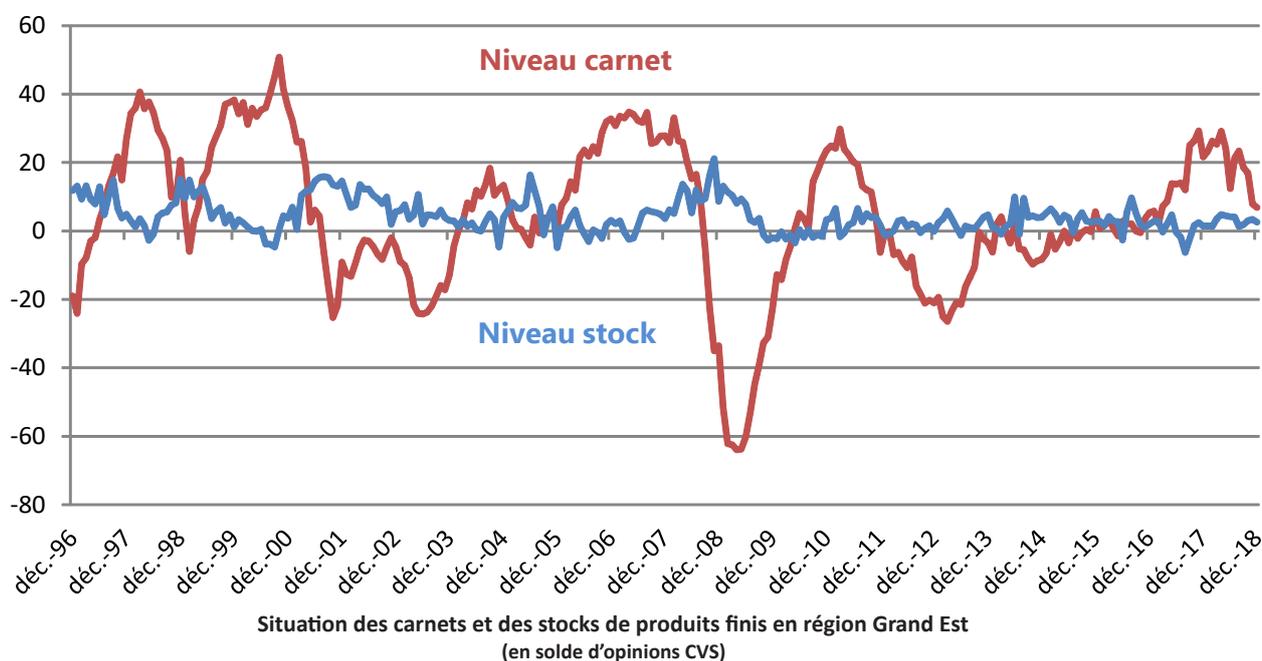


	Evolution des exportations en 2018 par rapport à 2017		Répartition des exportations sur l'année 2018, en millions d'euros	
Ardennes	2,9%		2 238	
Aube	3,1%		1 673	
Bas-Rhin	2,4%		20 027	
Haute-Marne	-1,8%		1 050	
Haut-Rhin	1,9%		14 488	
Marne	1,7%		6 402	
Meurthe-et-Moselle	2,9%		2 482	
Meuse	4,5%		1 157	
Moselle	-3,6%		11 234	
Vosges	2,9%		2 388	
Grand Est	3,5%		64 707	
France métropolitaine	4,3%		493 276	

2 - CARNETS DE COMMANDE ET STOCKS DANS L'INDUSTRIE - DECEMBRE 2018

SOURCE : BANQUE DE FRANCE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

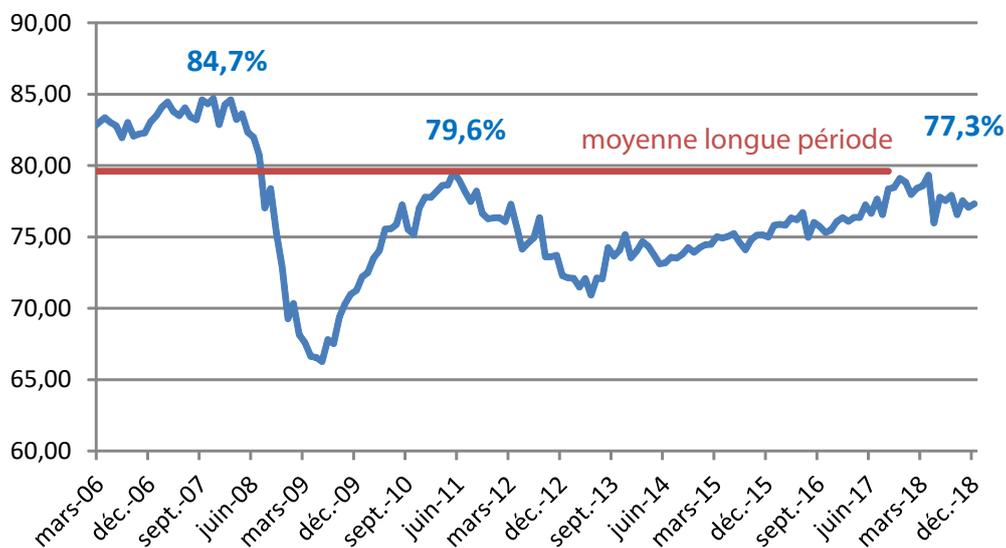
Chute du niveau des carnets de commandes, stocks maîtrisés. Malgré une baisse très importante des carnets de commandes depuis août 2018, les stocks restent stables. La perception du niveau des carnets de commandes traduit une réelle volonté de maîtriser la répercussion de la demande, ce qui semble se confirmer par le niveau des stocks.



3 - UTILISATION DES CAPACITÉS DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE - DECEMBRE 2018

SOURCE : BANQUE DE FRANCE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Légère progression après un repli sur un an. Le Grand Est connaît, depuis 4 mois, une hausse de l'utilisation des capacités de production dans l'industrie (76,6% en septembre 2018 pour 77,3% en décembre 2018), ce qui confirme la lente progression observée depuis 2013. L'utilisation des capacités de production reste cependant encore éloignée de la «moyenne longue période» (79,6%) et du niveau atteint avant la crise de 2008 (84,7%). La maîtrise des capacités de production fait tampon et parvient à absorber la variation du niveau des carnets de commandes, traduisant un peu plus une évolution du modèle économique.



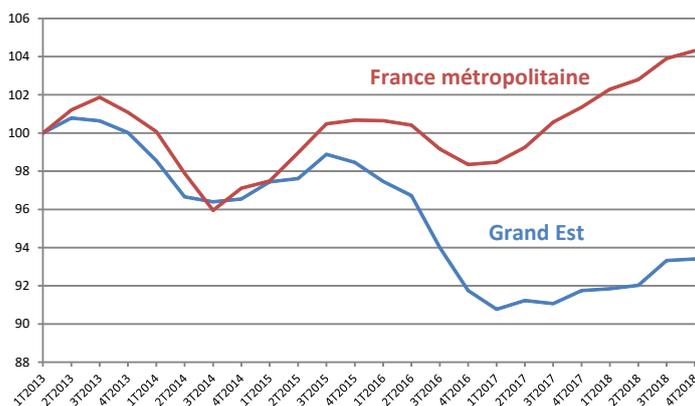
**Utilisation des capacités de production dans l'industrie en région Grand Est : ratio entre les capacités de production effectivement mobilisées pour la production et l'ensemble des capacités de production potentiellement disponibles
(en %, données brutes)**

4 - EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2018

SOURCE : DOUANES // TYPE DE DONNÉES : DONNÉES BRUTES EN EUROS COURANTS

Un redressement timide dans le Grand Est. Après des années 2016 et 2017 impactées négativement par la conjonction des conditions climatiques et de marché, les exportations agricoles et agro-alimentaires régionales se redressent difficilement (+1,8% sur un an), alors que la progression nationale reste soutenue depuis début 2017. Toutefois, la filière réalise à elle seule 8,8 milliards d'euros, et continue de dégager le plus important solde commercial sectoriel de la région avec 5 milliards d'euros, soit 85% de la balance commerciale du Grand Est.

L'Australie, les Etats-Unis, la Belgique et la Pologne augmentent significativement leurs imports de boissons du Grand Est. Les départements de la Marne, du Bas-Rhin et de la Moselle cumulent à eux trois 70% des exportations agricoles et agro-alimentaires du Grand Est.



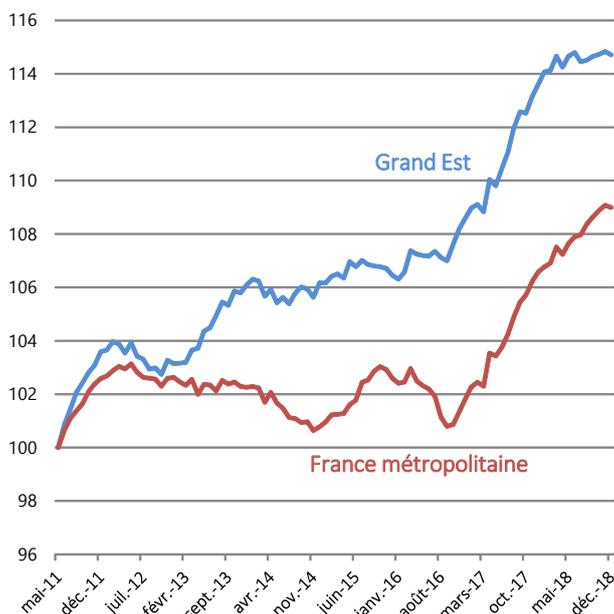
Exportations agricoles et des industries agroalimentaires
En moyenne sur 4 trimestres, (indice base 100 au 1er trimestre 2013)

	Evolution des exportations en 2018 par rapport à 2017		Répartition des exportations en 2018, en millions d'euros
Ardennes	12,9%		410
Aube	2,5%		372
Bas-Rhin	0,2%		1 774
Haute-Marne	-5,3%		142
Haut-Rhin	-10,5%		771
Marne	2,9%		3 454
Meurthe-et-Moselle	2,9%		394
Meuse	-2,5%		358
Moselle	11,5%		846
Vosges	3,5%		264
Grand Est	1,8%		8 785
France métropolitaine	2,9%		62 315

5 - NUITÉES EN HÔTELLERIE - DECEMBRE 2018

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES

La fréquentation des hôtels du Grand Est marque le pas. En 2018, la région Grand Est a enregistré 14,4 millions de nuitées en hôtellerie, soit 1% de plus qu'en 2017, marquant une pause de la croissance soutenue du tourisme régional depuis 2016, alors que l'Hexagone enregistre une progression de 2,3%. L'hébergement hôtelier a souffert de la désaffection des touristes français pendant la période estivale, compensée par une clientèle étrangère plus nombreuse. La fréquentation des campings est en large hausse sur l'année 2018, +10%, profitant notamment d'une météo très favorable durant l'été.



Evolution du nombre de nuitées d'hôtellerie
En moyenne sur 12 mois, base 100 en Mai 2011

	Evolution des nuitées en 2018 par rapport à 2017	Nombre de nuitées mensuelles moyen en 2018
Grand Est	1,0%	1 202 757
France métropolitaine	2,3%	17 890 122

Nuitées : nombre total de nuits passées par les clients dans un établissement ; deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent ainsi pour six nuitées

6 - CONSTRUCTION RÉSIDENTIELLE (LOGEMENTS NEUFS) - JANVIER 2019

SOURCE : MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE ET INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

Le ralentissement observé début 2018 se confirme au second semestre. En 2018, 25 400 logements ont été mis en chantier dans le Grand Est, soit 5% de moins que les 4 trimestres précédents. L'évolution annuelle est la même en France métropolitaine, même si l'indice national est plus élevé sans pour autant atteindre le niveau de 2007.

Au premier semestre 2018, 8 départements sur 10 constataient une évolution positive de la construction résidentielle. Fin 2018, il n'y a plus que le Haut-Rhin qui progresse (grâce aux logements collectifs).

Globalement, ce sont les constructions de logements collectifs qui limitent les baisses observées, celles de logements individuels étant en retrait.



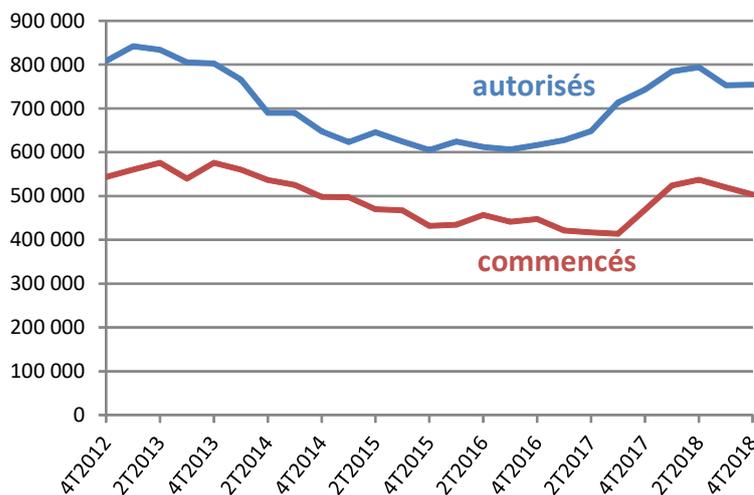
Evolution du nombre de constructions de logements en région Grand Est et en France métropolitaine, indice 100 Janvier 2007
En moyenne sur 4 trimestres glissants

	Evolution du nombre de constructions autorisées en 2018 par rapport à 2017	Evolution du nombre de constructions commencées en 2018 par rapport à 2017
Ardennes	-15%	-1%
Aube	-16%	1%
Bas-Rhin	-9%	-9%
Haute-Marne	20%	-17%
Haut-Rhin	-16%	12%
Marne	24%	-11%
Meurthe-et-Moselle	11%	-2%
Meuse	-14%	-31%
Moselle	-11%	-5%
Vosges	-5%	-11%
Grand Est	-6%	-5%
France métropolitaine	-7%	-5%

7 - CONSTRUCTION NON RÉSIDENTIELLE (LOCAUX) - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2018

SOURCE : MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

Evolution contrastée des mises en chantier. En 2018, un peu plus de 2 millions de m² de chantiers de locaux ont été lancés, 7% de plus qu'en 2017. Si la mise en chantier a très fortement augmenté entre le 3^{ème} trimestre 2017 et le 2^{ème} trimestre 2018, elle est depuis en légère baisse, de même pour les autorisations de constructions. Les réalités sont différentes selon les départements : si la Moselle, les Vosges ou les Ardennes voient la construction progresser significativement, à l'inverse, la Marne, la Meurthe-et-Moselle ou la Meuse présentent des évolutions négatives.



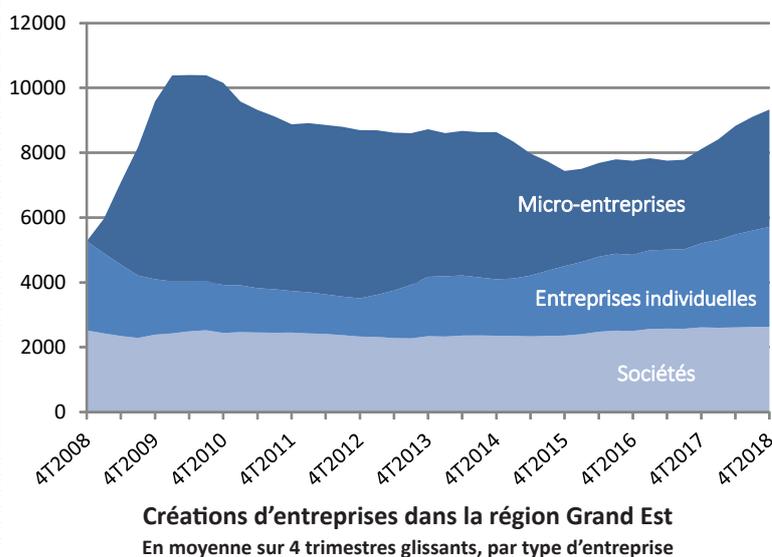
Construction de locaux en région Grand Est (en m²)
En moyenne sur 4 trimestres glissants

	Evolution des constructions autorisées en 2018 par rapport à 2017	Evolution des constructions commencées en 2018 par rapport à 2017
Ardennes	-14%	49%
Aube	37%	17%
Bas-Rhin	22%	6%
Haute-Marne	-20%	-5%
Haut-Rhin	1%	24%
Marne	-29%	-43%
Meurthe-et-Moselle	16%	-15%
Meuse	-15%	-8%
Moselle	-13%	81%
Vosges	26%	51%
Grand Est	1%	7%
France métropolitaine	-2%	2%

8 - CRÉATIONS D'ENTREPRISES - JANVIER 2019

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES

Bonne évolution quantitative depuis un an et demi. 37 852 entreprises ont été créées en un an au sein de la région Grand Est, soit une progression sur la période de 14,7%, toujours légèrement inférieur au niveau national (16,7%). La région Grand Est reste cependant en retrait par rapport à son poids économique, représentant 5,4% des créations nationales (versus 7% en 2010). L'augmentation des créations d'entreprises régionales est principalement liée à celles des micro-entreprises (+20,7% sur un an) et des entreprises individuelles (+9,2%, en progression de 3 points). Le nombre de sociétés créées, par nature plus pérennes et moins conjoncturelles, reste stable (+1,4%). Enfin, on note que l'évolution du nombre de sociétés créées est positive dans l'ensemble des 10 départements du Grand Est, avec des taux s'échelonnant de +2% dans les Ardennes à +28,7% dans l'Aube.



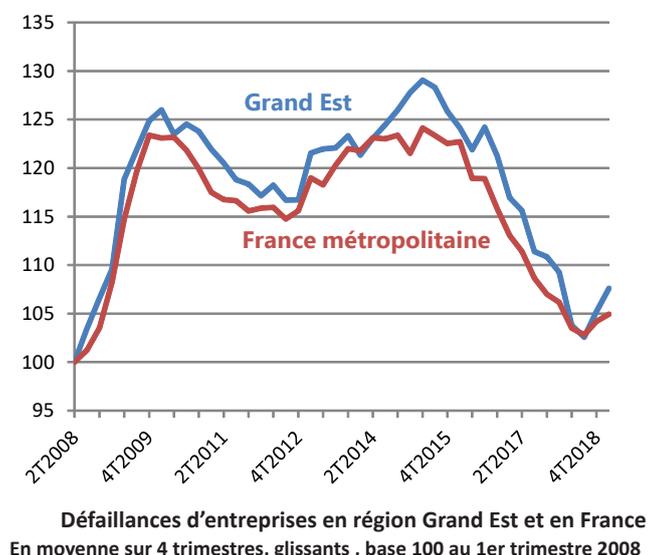
	Evolution annuelle (12 derniers mois / 12 mois précédents)	Nombre de créations les 12 derniers mois
Ardennes	2,0%	1 366
Aube	28,7%	2 137
Bas-Rhin	10,1%	9 530
Haute-Marne	8,5%	775
Haut-Rhin	14,9%	5 140
Marne	16,2%	4 294
Meurthe-et-Moselle	27,1%	5 042
Meuse	22,1%	902
Moselle	13,1%	6 464
Vosges	8,1%	2 202
Grand Est	14,7%	37 852
France	16,7%	704 141

9 - DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2018

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, PAR DATE DE JUGEMENT D'OUVERTURE DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Hausse du nombre de défaillances d'entreprises : une première depuis 2016. Avec 4 088 défaillances sur l'année 2018, soit 7,6% du total métropolitain, le nombre de redressements ou de liquidations judiciaires est, à partir de Juillet 2018, en augmentation pour la première fois depuis 3 ans. Toutefois, on comptabilise encore une baisse de 6% du nombre de défaillances d'entreprises en 2018 par rapport à 2017.

4 départements présentent désormais une augmentation : la Marne, les Ardennes, l'Aube et la Meuse. C'est le secteur de l'industrie qui souffre le plus de la hausse du nombre de redressements ou de liquidations judiciaires.



	Evolution annuelle (2018 par rapport à 2017)	Nombre de défaillances en 2018
Ardennes	5%	237
Aube	18%	271
Bas-Rhin	-4%	931
Haute-Marne	-24%	98
Haut-Rhin	-17%	551
Marne	7%	433
Meurthe-et-Moselle	-3%	467
Meuse	16%	118
Moselle	-20%	674
Vosges	-5%	308
Grand Est	-6%	4 088
France	-4%	53 887

2. EMPLOI

7 790

créations d'emplois salariés

(entre le 3^{ème} trimestre 2017 et le 3^{ème} trimestre 2018)

1,385 millions d'emplois salariés dans le secteur marchand

296 990 emplois salariés dans l'industrie

108 058 emplois salariés dans la construction

239 289 emplois salariés dans le commerce

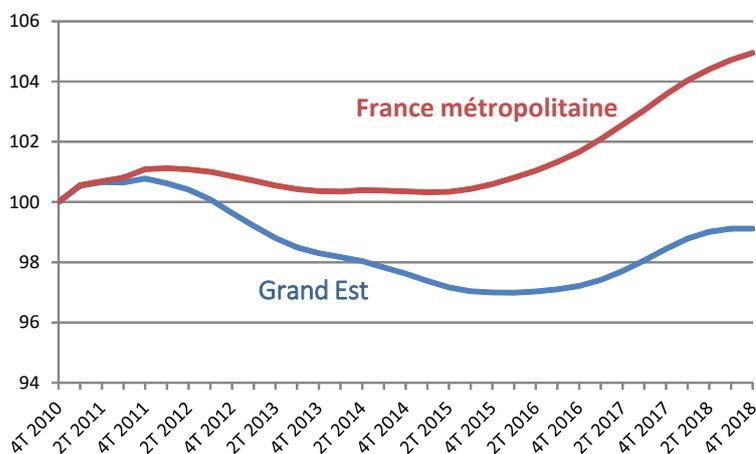
740 574 emplois salariés dans les services

10 - EMPLOI SALARIÉ DU SECTEUR PRIVÉ - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2018

SOURCE : ACOSS - URSSAF // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

L'emploi en région en stagnation, mais progression dans l'Hexagone. L'emploi salarié dans le Grand Est n'a toujours pas retrouvé son niveau de 2010, et pour la première fois depuis 3 ans, il n'a pas progressé ce dernier trimestre. La croissance nationale ralentit un peu : si, au 2^{ème} trimestre 2018, on comptait 300 000 créations d'emploi sur un an, on recense au 4^{ème} trimestre une augmentation d'un peu plus de 140 000 postes.

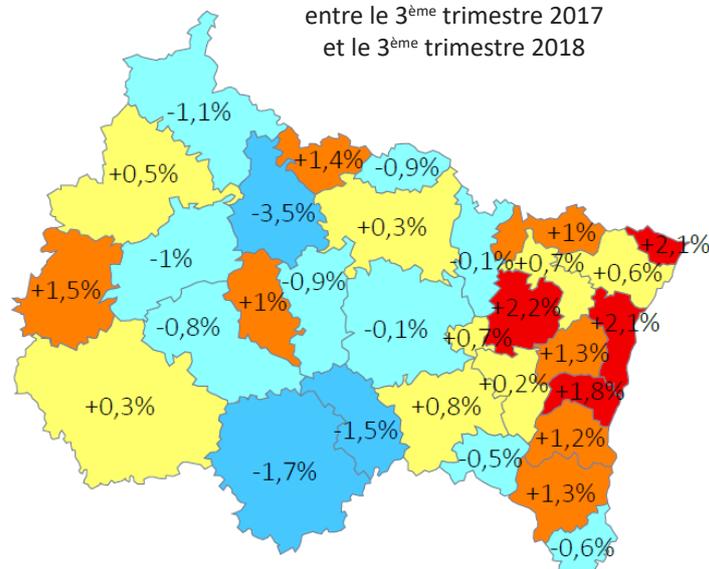
Sur la période, trois quarts des emplois de la région sont créés dans le Bas-Rhin ou le Haut-Rhin. En 2017, seules 2 zones d'emploi voyaient leur emploi en régression ; elles sont désormais au nombre de 12 (jusqu'à -3,5% dans la zone de Verdun). Ce sont principalement des territoires situés en périphérie des grandes agglomérations (à l'exception de Nancy, -0,1%).



Evolution de l'emploi salarié du secteur privé*
Base 100 au 4^{ème} trimestre 2010, moyenne sur 4 trimestres glissants

*tout type de contrat confondu et emploi à temps partiel compris

Evolution de l'emploi salarié par zone d'emploi
entre le 3^{ème} trimestre 2017
et le 3^{ème} trimestre 2018



11 - EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ PAR SECTEUR D'ACTIVITE - 3^{ÈME} TRIMESTRE 2018

SOURCE : URSSAF // TYPE DE DONNÉES : BRUTES (VALEUR ABSOLUE SANS CORRECTION SAISONNIÈRE)

L'emploi salarié ne progresse plus. Sur un trimestre, hormis la construction, l'ensemble des secteurs connaît une diminution de l'emploi.

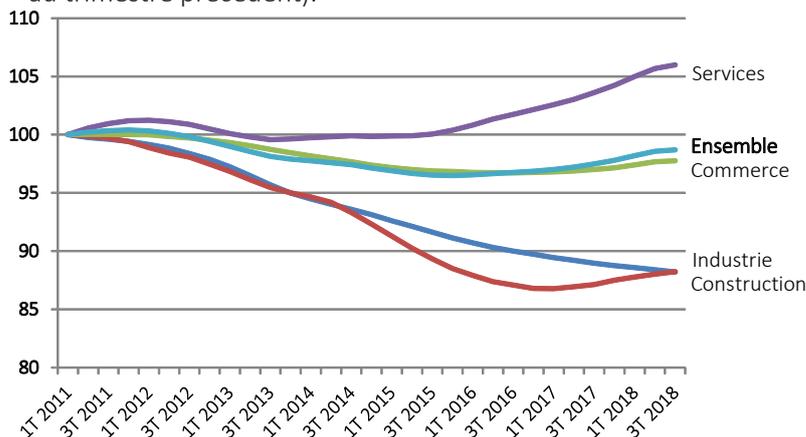
- Les services, tout en enregistrant une hausse annuelle de 1,1% (versus 2,6% au 3^{ème} trimestre 2018), ont perdu 2000 postes au 4^{ème} trimestre 2018.

- Le commerce évolue de +0,4% sur un an (1,1% au trimestre précédent), mais 1000 postes sont perdus ce trimestre.

- La construction poursuit son lent redressement (+0,9%), après 8 années de baisse.

- L'emploi dans l'industrie continue à s'éroder (-2 500 postes sur un an). A noter cependant que 40 000 intérimaires, bien qu'exerçant dans le secteur industriel, sont comptabilisés dans le secteur des services.

Au final, sur un an, l'emploi salarié privé n'augmente plus que de 7 790 postes (contre une évolution annuelle de +20 500 au trimestre précédent).



Evolution de l'emploi salarié dans le secteur privé

Indice 100 au 1^{er} trimestre 2011, moyenne sur 4 trimestres glissants

	Nombre d'emplois au 3 ^{ème} trimestre 2018	Evolution depuis le 3 ^{ème} trimestre 2017	
		en nombre	en %
Industrie	296 990	-2 507	-0,8%
Construction	108 058	1 020	0,9%
Commerce	239 289	875	0,4%
Services	740 574	8 402	1,1%
Total	1 384 911	7 790	0,6%

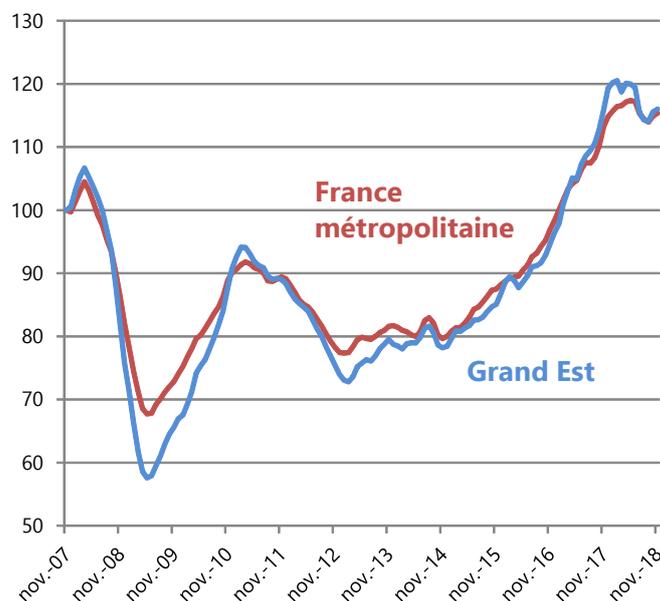
Remarque : les données présentées dans ce tableau ne sont pas corrigées des variations saisonnières

12 - TRAVAIL INTÉRIMAIRE - NOVEMBRE 2018

SOURCE : PÔLE EMPLOI// TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES (CVS)

L'intérim se stabilise après le dépassement de son niveau d'avant-crise. On assiste depuis un an à un fléchissement des emplois intérimaires, pourtant en hausse depuis 2013 (+ 30 000). Seuls le Bas-Rhin et l'Aube enregistrent encore des augmentations annuelles perceptibles (+5% et +2%). Les tendances régionales et nationales sont proches, à l'année comme au trimestre.

Selon Pôle Emploi, en novembre 2018, la région Grand Est compte 74 607 emplois intérimaires, soit 8,9% du total national. 51% d'entre eux exercent une activité dans l'industrie, 33% dans le secteur tertiaire et 16% dans la construction, selon l'INSEE et la DARES.



Evolution de l'emploi intérimaire

Moyenne sur 3 mois glissants, base 100 en novembre 2007

	Evolution sur 3 mois		Evolution sur 1 an	
Ardennes	3%	■	-7%	■
Aube	0%	■	2%	■
Bas-Rhin	1%	■	5%	■
Haute-Marne	1%	■	-4%	■
Haut-Rhin	2%	■	-3%	■
Marne	-2%	■	-7%	■
Meurthe-et-Moselle	3%	■	-4%	■
Meuse	3%	■	0%	■
Moselle	2%	■	-3%	■
Vosges	0%	■	-5%	■
Grand Est	1%	■	-1%	■
France métropolitaine	1%	■	1%	■

3. CHÔMAGE - PRÉCARITÉ

456 800 demandeurs d'emploi de catégorie ABC (281 850 en catégorie A, dont 34 660 non indemnisés) au 4^{ème} trimestre 2018

60 450 demandeurs d'emploi (dont 38 020 en catégorie A) de moins de 25 ans

119 290 demandeurs d'emploi (dont 78 910 en catégorie A) de plus de 50 ans

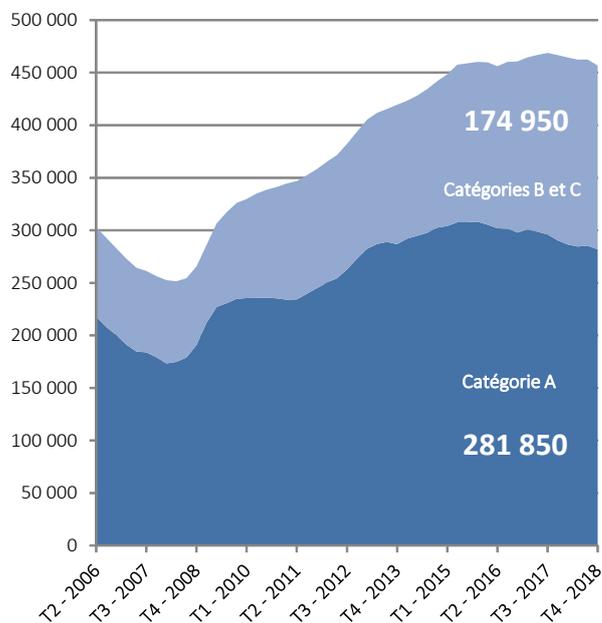
8,7%
taux de chômage dans la région

Catégorie A : personne sans emploi
Catégorie B : personne ayant exercé une activité de 78h maximum par mois
Catégorie C : personne ayant exercé une activité de plus de 78h par mois

13 - DEMANDEURS D'EMPLOI (CATÉGORIES A, B ET C) - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2018

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DIRECCTE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Baisse du nombre de demandeurs d'emploi dans toutes les catégories et dans tous les territoires. 456 800 personnes sont inscrites à Pôle Emploi dans la région Grand Est au 4^{ème} trimestre 2018 pour les catégories A, B et C (8,1% du total national, en retrait depuis 5 ans). Si le nombre de demandeurs recensés dans la région continue de baisser (- 10 000 sur un an), on assiste, pour la première fois depuis 2008, à une diminution du nombre de demandeurs d'emploi au niveau national (- 45 000 sur un trimestre). A l'échelle régionale, on note toujours une diminution importante des demandeurs d'emploi de catégorie A (- 8 500 sur un an). Pour la première fois depuis dix ans, on observe une baisse significative des demandeurs d'emploi de catégories B et C.



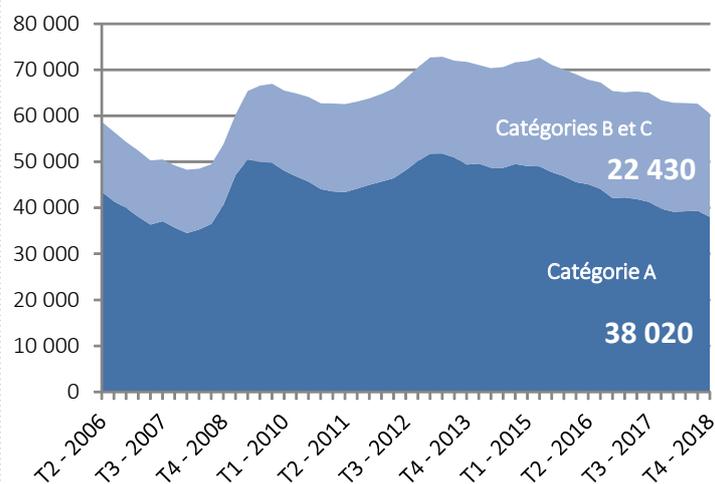
Catégorie A, B et C	Evolution sur 3 mois		Evolution sur 1 an	
Ardennes	-1,0%	<div style="width: 100%;"></div>	-1,7%	<div style="width: 100%;"></div>
Aube	-0,4%	<div style="width: 100%;"></div>	-1,3%	<div style="width: 100%;"></div>
Bas-Rhin	-0,8%	<div style="width: 100%;"></div>	-2,4%	<div style="width: 100%;"></div>
Haute-Marne	-0,6%	<div style="width: 100%;"></div>	-3,4%	<div style="width: 100%;"></div>
Haut-Rhin	-1,1%	<div style="width: 100%;"></div>	-1,5%	<div style="width: 100%;"></div>
Marne	-2,1%	<div style="width: 100%;"></div>	-0,4%	<div style="width: 100%;"></div>
Meurthe-et-Moselle	-1,8%	<div style="width: 100%;"></div>	-3,0%	<div style="width: 100%;"></div>
Meuse	-1,0%	<div style="width: 100%;"></div>	-1,3%	<div style="width: 100%;"></div>
Moselle	-1,5%	<div style="width: 100%;"></div>	-3,0%	<div style="width: 100%;"></div>
Vosges	-1,0%	<div style="width: 100%;"></div>	-2,3%	<div style="width: 100%;"></div>
Grand Est	-1,2%	<div style="width: 100%;"></div>	-2,1%	<div style="width: 100%;"></div>
dont hommes	-1,7%	<div style="width: 100%;"></div>	-3,2%	<div style="width: 100%;"></div>
dont femmes	-0,8%	<div style="width: 100%;"></div>	0,9%	<div style="width: 100%;"></div>
France métropolitaine	-0,8%	<div style="width: 100%;"></div>	-0,3%	<div style="width: 100%;"></div>

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi en région Grand Est

14 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE MOINS DE 25 ANS - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2018

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DIRECCTE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Décélération progressive du nombre de jeunes demandeurs d'emploi à l'échelle régionale et nationale. Après un pallier dans la diminution des demandeurs d'emploi de - de 25 ans, on observe à nouveau une baisse au dernier trimestre, qui enregistre 2 200 jeunes de moins en recherche d'emploi (-3,5%). Cette amélioration s'inscrit dans la continuité des quatre dernières années (- 12 000 demandeurs d'emploi). Au niveau départemental, les baisses s'échelonnent de 1,4% dans les Ardennes à 4,6% dans la Marne et en Meurthe-et-Moselle. On dénombre 60 450 demandeurs d'emploi de moins de 25 ans en région Grand Est (8,3% du total national, part en retrait depuis 5 ans), dont 38 020 en catégorie A.



Catégories A,B et C	Evolution sur 3 mois	Evolution sur 1 an
Ardennes	-1,4%	-1,7%
Aube	-1,6%	-0,9%
Bas-Rhin	-1,5%	-4,1%
Haute-Marne	-3,0%	-4,9%
Haut-Rhin	-4,5%	-3,7%
Marne	-4,6%	-2,5%
Meurthe-et-Moselle	-4,6%	-6,6%
Meuse	-4,5%	-1,4%
Moselle	-4,0%	-7,1%
Vosges	-4,5%	-7,5%
Grand Est	-3,5%	-4,6%
<i>dont hommes</i>	-3,0%	-4,8%
<i>dont femmes</i>	-3,9%	-4,4%
France métropolitaine	-2,8%	-1,8%

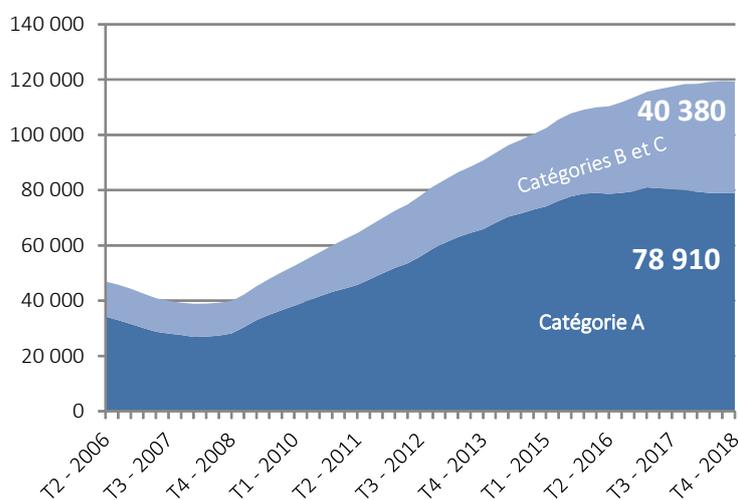
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans en région Grand Est

15 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE PLUS DE 50 ANS - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2018

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DIRECCTE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Stabilité du nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans. Le Grand Est recense 119 290 demandeurs d'emploi de plus de 50 ans en catégories A, B et C fin 2018 (8,3% du total national, en retrait depuis 3 ans), dont les deux tiers en catégorie A (soit 79 000 personnes). Au 4^{ème} trimestre 2018, leur nombre a très légèrement diminué (-0,1%), mais ceux des catégories B et C sont toujours plus nombreux (+5,3% soit 2 000 personnes).

Si les hommes profitent d'une sensible amélioration (-0,3% en 2018), ce n'est pas le cas des femmes avec une hausse de près de 1,6% sur l'année. Sur un an, seul le Bas-Rhin parvient à contenir l'augmentation du nombre de demandeurs de plus de 50 ans.



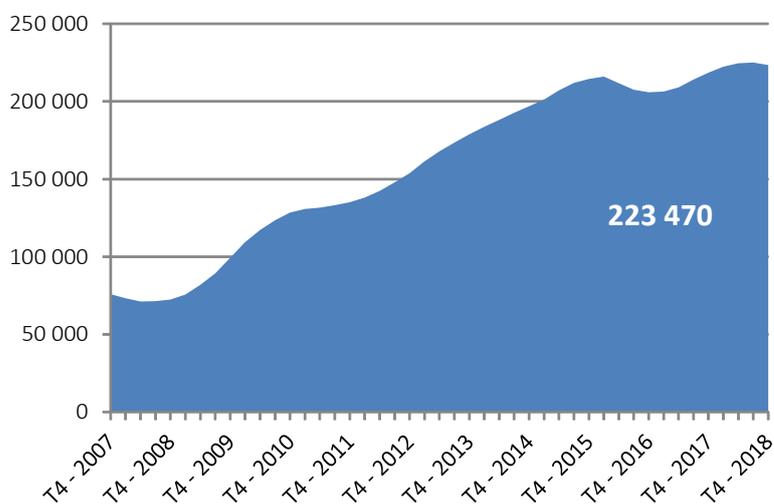
Catégories A, B et C	Evolution sur 3 mois	Evolution sur 1 an
Ardennes	-0,7%	0,7%
Aube	0,3%	0,8%
Bas-Rhin	-0,5%	-0,4%
Haute-Marne	1,1%	1,3%
Haut-Rhin	0,5%	1,0%
Marne	-0,8%	1,6%
Meurthe-et-Moselle	0,1%	1,7%
Meuse	0,0%	1,8%
Moselle	-0,3%	0,6%
Vosges	0,2%	0,5%
Grand Est	-0,1%	0,7%
<i>dont hommes</i>	-0,7%	-0,3%
<i>dont femmes</i>	0,4%	1,6%
France métropolitaine	0,2%	2,3%

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans en région Grand Est

16 - DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS DEPUIS PLUS D'UN AN - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2018

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DIRECCTE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Un ralentissement de la hausse des demandeurs d'emploi longue durée. Pour la première fois depuis deux ans, le nombre de demandeurs d'emploi longue durée (LD > 1 an) baisse sensiblement dans le Grand Est (- 1500 sur un trimestre). Il reste tout de même 223 470 inscrits à Pôle Emploi depuis plus d'une année en catégories A, B et C (8,4% du total national). En France métropolitaine, on recense une augmentation de ce type de demandeurs d'emploi de 5% sur l'année 2018. Plus d'un demandeur d'emploi LD sur deux est issu du secteur industriel. Il est à noter que la notion de longue durée n'exclut pas des périodes d'activités.



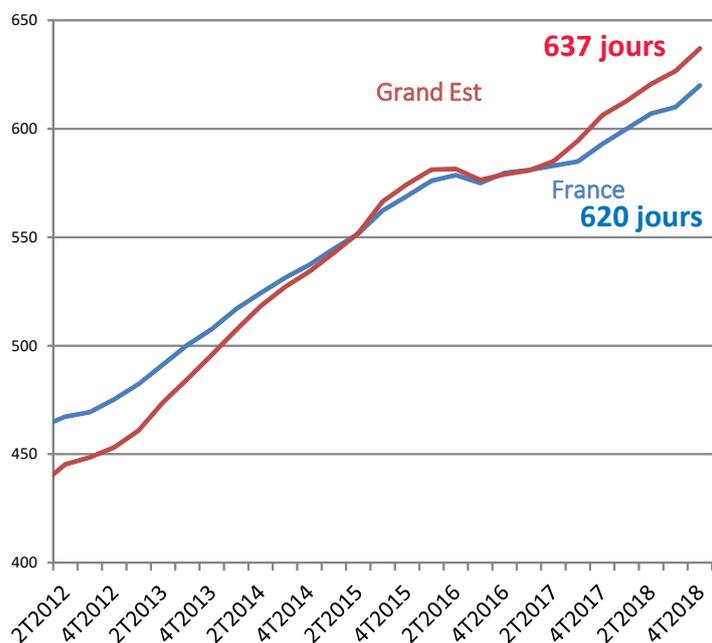
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an

Catégories A, B et C	Evolution sur un trimestre	Evolution sur un an
Ardennes	0,0%	2,5%
Aube	0,2%	2,6%
Bas-Rhin	-1,1%	0,4%
Haute-Marne	0,9%	4,0%
Haut-Rhin	-1,2%	1,2%
Marne	-0,6%	4,9%
Meurthe-et-Moselle	-1,3%	1,8%
Meuse	-0,6%	4,1%
Moselle	-0,5%	3,1%
Vosges	-0,9%	1,9%
Grand Est	-0,7%	2,2%
France métropolitaine	0,4%	5,0%

17 - DURÉE MOYENNE D'INSCRIPTION À PÔLE EMPLOI - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2018

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DARES // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

49% des demandeurs d'emploi sont inscrits à Pôle Emploi depuis au moins un an. L'ancienneté moyenne dans la demande d'emploi s'est largement dégradée ces dernières années : les demandeurs inscrits en région Grand Est (catégories A, B, C) le sont depuis 637 jours, soit 58 jours de plus qu'il y a deux ans. La tendance nationale est également à la hausse (+ 40 jours en deux ans), avec une durée d'inscription moyenne de 620 jours. Les demandeurs d'emploi venant de l'industrie sont les plus touchés par le chômage de longue durée (plus d'un an). Dans le Grand Est, 225 000 personnes recherchent un travail depuis plus d'un an, dont 80 000 depuis plus de trois ans.



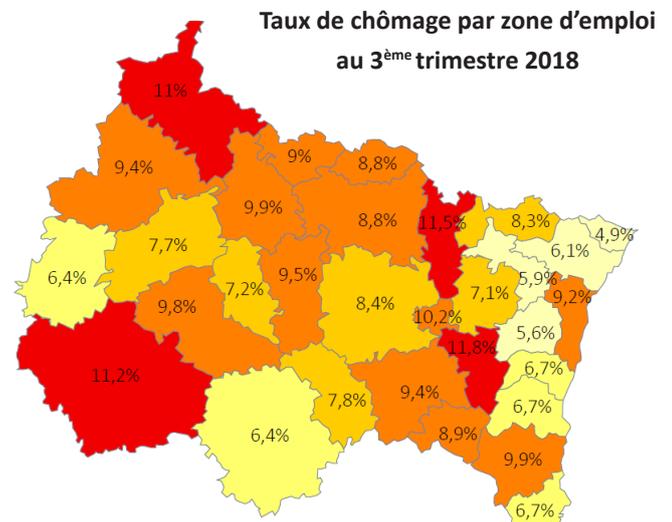
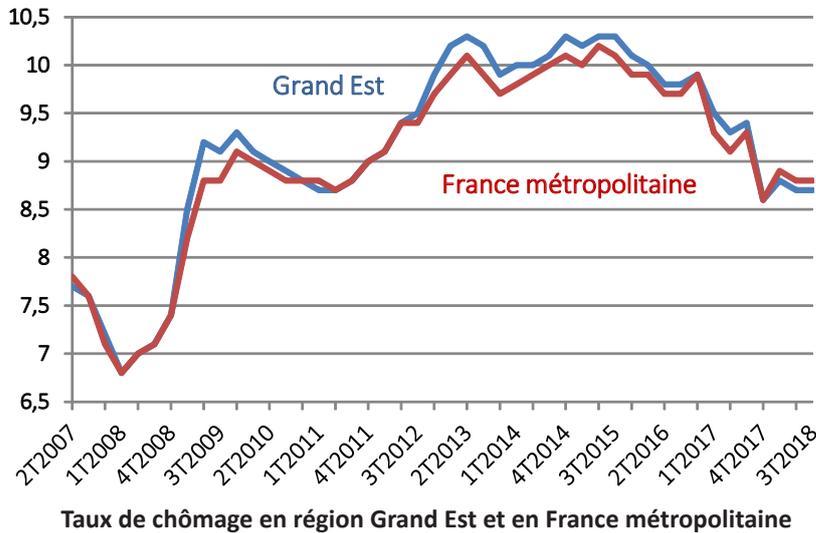
Ancienneté moyenne d'inscription à Pôle Emploi des demandeurs d'emploi (en jours, catégories A, B et C)

	Evolution en 2018, en nombre de jours	Ancienneté moyenne, en jours
Ardennes	27	711
Aube	31	631
Marne	30	632
Haute-Marne	40	637
Meurthe-et-Moselle	37	664
Meuse	34	675
Moselle	36	617
Bas-Rhin	28	624
Haut-Rhin	24	583
Vosges	26	722
Grand Est	31	637
France	27	620

18 - TAUX DE CHÔMAGE - 3^{ÈME} TRIMESTRE 2018

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

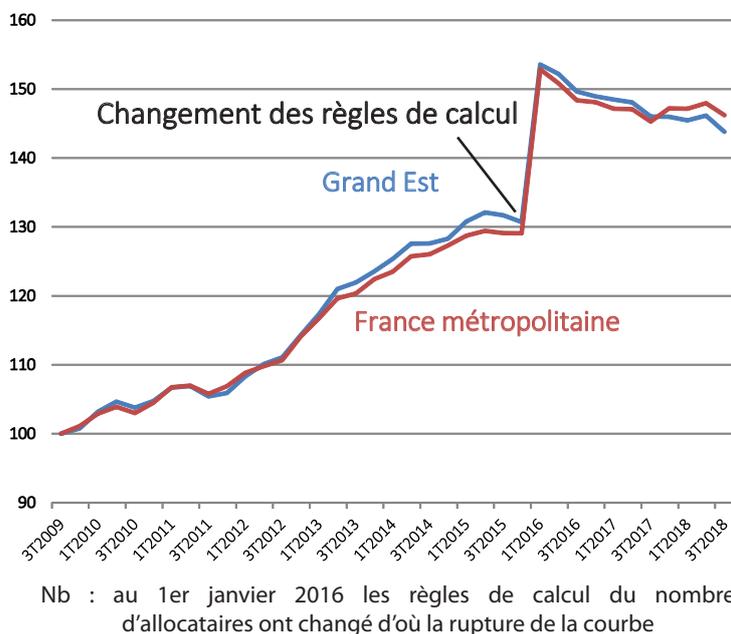
Stabilisation des taux de chômage national et régional en 2018. Favorisé par l'augmentation soutenue du travail frontalier, le taux de chômage du Grand Est, de 8,7%, se situe 0,1 point en dessous de celui de la France métropolitaine. Au niveau local, la totalité des zones d'emploi de la région profite de la baisse du chômage sur un an, affichant un recul allant de - 0,1 point (Sarrebouurg) à - 1,2 points (Forbach). Les taux de chômage observés restent cependant bien plus élevés que ceux de nos voisins allemands, suisses et luxembourgeois (cf. indicateur n°20). On recense des taux supérieurs à 11% dans les zones d'emploi de Troyes, Charleville-Mézières, Saint-Dié-des-Vosges et Forbach.



19 - REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE - 3^{ÈME} TRIMESTRE 2018

SOURCE : CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Baisse du nombre de bénéficiaires du RSA depuis 2016. Sur un an, on compte 1,5% d'allocataires en moins, alors qu'ils sont en augmentation de 0,6% à l'échelle nationale. Les Ardennes (+0,8%) et dans une moindre mesure la Marne (+0,1%) sont les seuls départements du Grand Est à recenser une augmentation. Le Haut-Rhin présente une baisse annuelle significative de 4,9%. Le Grand Est compte un peu plus de 140 000 allocataires du RSA au 3^{ème} trimestre 2018 (8,7% du total national, part en sensible retrait depuis 3 ans).



	Evolution du nombre d'allocataires depuis le 3 ^{ème} trimestre 2017	Nombre d'allocataires au 3 ^{ème} trimestre 2018
Ardennes	0,8%	10 359
Aube	-1,1%	8 938
Bas-Rhin	-1,4%	25 849
Haute-Marne	-1,9%	3 944
Haut-Rhin	-4,9%	14 568
Marne	0,1%	13 434
Meurthe-et-Moselle	-1,3%	21 408
Meuse	-0,8%	4 820
Moselle	-1,8%	26 421
Vosges	-1,4%	10 265
Grand Est	-1,5%	140 006
France métropolitaine	0,6%	1 615 248

4. ENVIRONNEMENT TRANSFRONTALIER

184 421
travailleurs frontaliers au 3^{ème} trimestre 2018

100 552 au Luxembourg
40 000 en Allemagne*
35 369 en Suisse
8 500 en Belgique**

* Estimations 2018

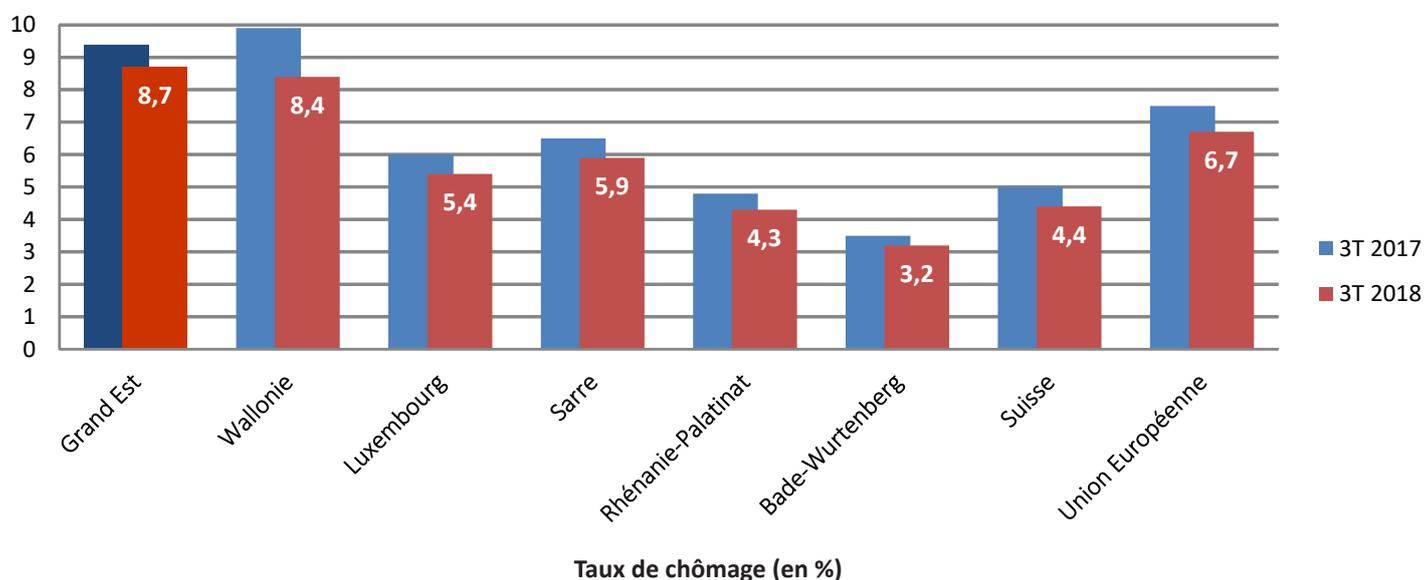
** Données fin 2016

20 - TAUX DE CHÔMAGE TRANSFRONTALIER - 3^{ÈME} TRIMESTRE 2018

SOURCES : INSEE (FRANCE), MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE (BELGIQUE), STATEC (LUXEMBOURG), BUNDESAGENTUR FÜR ARBEIT (ALLEMAGNE), OFS (SUISSE), EUROSTAT (UE) // TYPE DE DONNÉES : BRUTES ET CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Le taux de chômage continue de reculer dans l'ensemble des territoires frontaliers depuis plus de 2 ans. Le Grand Est affiche désormais le taux de chômage le plus élevé des territoires étudiés, avec 8,7% (soit 2 points au dessus de l'Union Européenne), la Wallonie ayant connu un recul exceptionnel sur un an (-1,5 points).

Le Luxembourg, la Suisse et les Länder allemands présentent des taux de chômage faibles, variant de 5,9% dans la Sarre à 3,2% pour le Bade-Wurtemberg. Néanmoins, ils continuent tout de même de baisser (-0,6 point au Luxembourg et en Suisse sur un an).



21 - FRONTALIERS DE LA RÉGION GRAND EST - 3^{ÈME} TRIMESTRE 2018

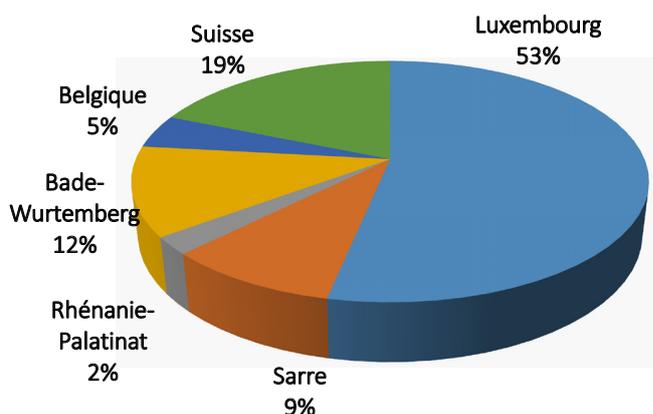
SOURCE : STATEC – INSEE – OIE - IBA

La barre des 200 000 salariés frontaliers se rapproche. Pour 2035, les chiffres annoncent la perspective de 150 000 frontaliers du Grand Est vers le seul Grand-Duché. En moyenne, plus d'un tiers des 12 000 emplois créés annuellement au Luxembourg est occupé par un résident français, et cette part pourrait être amenée à augmenter au vu de l'évolution démographique de la Sarre.

Le nombre de frontaliers en direction de la Suisse régresse depuis le début de l'année 2018 (- 550). L'Allemagne, avec environ 40 000 emplois frontaliers répartis sur 3 Länder, reste en recul par rapport à la situation de 1999 (près de 60 000). La Belgique recense environ 8 500 frontaliers résidant en France.

	Nombre de frontaliers au 3 ^{ème} trimestre 2018	Evolution sur un an	Evolution annuelle moyenne ces 10 dernières années
Luxembourg	100 552	+5,9%	+3,4%
Suisse	35 369	-1,2%	+0,9%
Allemagne*	40 000		
Belgique**	8 500		

(*) Estimations 2018
 (**) Données 3^{ème} trimestre 2016



Destination des travailleurs frontaliers de la région Grand Est

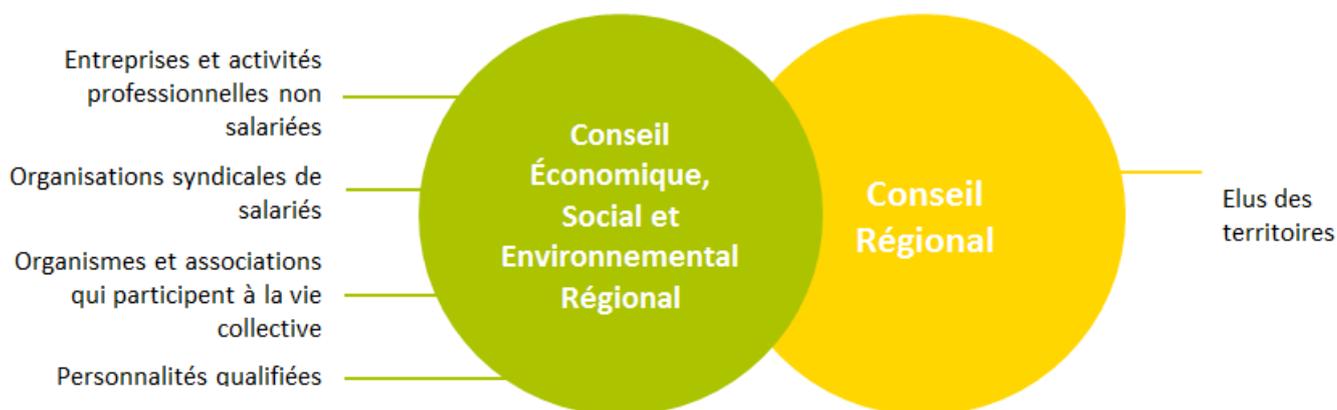
Le CESER est une assemblée consultative, porte-voix de la société civile organisée, dont les fonctions sont autant de mettre à jour et de relayer les débats en cours dans l'espace régional que d'être un agitateur d'idées, un laboratoire pour la valorisation de la démocratie participative. Il est donc d'autant plus utile dans une période de grave désaffection citoyenne à l'égard du monde politique et de la chose publique en général.

Les membres qui composent l'Assemblée du CESER sont issus de divers horizons de la société civile organisée parmi lesquels des responsables d'entreprises, syndicalistes, responsables associatifs, agriculteurs, artisans, universitaires, responsables culturels, représentants des professions libérales ou encore défenseurs de l'environnement...

Ils débattent ensemble de l'avenir de leur région de manière constructive et en dehors de toute prise de position partisane. Le CESER est l'une des rares assemblées où, par exemple, patronat et syndicats, ou encore agriculteurs et environnementalistes se réunissent afin de réfléchir sereinement aux enjeux stratégiques régionaux.

Le CESER détient une mission centrale : donner aux élus régionaux l'éclairage de la société civile organisée sur toutes les affaires pouvant concerner la région.

LE CESER, SECONDE ASSEMBLÉE RÉGIONALE



Retrouvez toutes les infos du CESER Grand Est sur internet :
www.ceser-grandest.fr

Suivez-nous

sur les réseaux sociaux pour ne rien manquer de nos actualités :

 @cesergrandest

 @ceserge

Site de Châlons-en-Champagne

5, rue de Jéricho - CS70441 - 51037 Châlons-en-Champagne Cedex
Tél : 03 26 70 31 79

Site de Metz

1 Place Gabriel Hocquard - CS 81004 - 57036 Metz Cedex 01
Tél : 03 87 33 60 26

Site de Strasbourg

1 Place Adrien Zeller - BP 91006 - 67070 Strasbourg Cedex
Tél : 03 88 15 68 00

CESER
ALSACE
CHAMPAGNE-ARDENNE
LORRAINE **Grand Est**